

Le Français et le processus d'intégration en Afrique

(French and Africa's Integration Process)

Victor C. ARIOLE, Ph.D.

*Department of European Languages
University of Lagos, Lagos, Nigeria.*

Abstract

It is necessary to emphasize that France and the French language remain in the vanguard of integration efforts in Africa. From colonization era till present day, functional integration organizations, engineered by language and communication contents, had emerged and continue to emerge in francophone Africa for better prospects of their socio – economic development. Communauté Financière Africaine (CFA), Union Economique et Monétaire de L'Ouest Afrique (UEMOA) Communauté Economique et Monétaire de L'Afrique Centrale (CEMAC) and their Central Banks – BCEAO and BCEAC, show how better unified and integrative they are than the Anglophone Africa. In this presentation, we outline some of the facilitating integrative processes of the Francophone Africa, analyse their contents and extrapolate them to Africa's integration for a better integration process in Africa. Our recommendations are also instructive. Note that West African Monetary Union (WAMU) is experiencing difficult take-off and, its effective take-off needs some lessons from France on Francophone Africa.

Keywords: integration, organizations, functionality, French

Introduction

L'histoire de la langue française depuis ses origines démontre qu'elle est restée, au fil des temps, une langue qui a pu préconiser le mieux le langage « du donner et du recevoir ». Elle s'est avérée comme une langue qui a très bien favorisé la fusion des idées et des cultures. C'est

ainsi que la culture humaniste de l'Eglise a pu rejoindre la culture guerrière de la gaule d'antan pour devenir la langue de l'Île de France qui à son tour, fini par devenir dès le 18^e siècle la langue, par excellence, des droits de l'homme ainsi que celle de droits d'une collectivité des personnes de cultures hétérogènes et permettant cette collectivité d'énoncer ses droits de disposer d'elle – même. De là, la langue française a réussi à donner aux colonisés le privilège à vouloir assimiler les cultures et civilisations françaises et ensuite à répugner le même processus d'être assimilé s'il en faut. Un paradoxe, dira-t-on !

Mais, par rapport à la mondialisation forcée, cette langue d'assimilation aide aussi à exprimer la volonté des gens de s'associer ou de se particulariser sans se haïr. Général De Gaulle a démontré ceci dans sa IV République avec le rapprochement né de son référendum en Afrique. Dès lors, la France a toujours souhaité une relation bénéfique et symbiotique avec l'Afrique ; ce qui a donné l'accès à l'Afrique francophone de bénéficier des institutions d'intégration créées par la France. Les contributions de ces institutions au progrès du continent africain grâce au partage des biens et des ressources qui s'y rattachent ont aussi créé des opportunités pour la métropole d'apprécier certains aspects des cultures et des civilisations africaines, ce qui a favorisé l'édification de la civilisation de l'universel à laquelle l'Afrique est reconnue comme un partenaire valable. C'était surtout par le truchement de la langue française que s'est réalisé cette symbiose des civilisations, ce qui démontre comment le français a servi comme un cordon ombilical qui a relié ces pays aux uns et aux autres. On peut voir par là que le français est sans doute « une arme miraculeuse » qui n'a pas été utilisée pour conquérir et détruire les ennemis mais dont on s'est servi pour permettre aux gens appartenant aux cultures, civilisations, races et valeurs les plus variées à créer un arc en ciel qui laisse voir et s'approprier la beauté de vivre harmonieusement en s'exprimant dans une langue choyée et représentée au sein des Nations unies comme deuxième langue de travail.

Des institutions intégratives pré-indépendance

L'évolution de l'Afrique Occidentale Française (AOF) et de l'Afrique Equatoriale française (AEF) démontre que les Français et

leur langue incarnent une culture d'intégration à l'intérieur de laquelle l'assimilation s'est avérée bénéfique. Quant au Maghreb - Maroc, Tunisie et Algérie - on y voit une autre forme d'association avec la France. Cela a abouti en Algérie, par exemple, à une politique des « pieds-noirs » grâce à laquelle la France a voulu voir dans l'Algérie une « colonie de peuplement ». Or, cette option a été vite abandonnée et la France a su rebrousser chemin.

En ce qui concerne l'Afrique noire, elle n'a pas cessé de reconnaître que la France et sa langue ont été reconnues comme détentrices des atouts ayant les possibilités de favoriser une meilleure intégration de l'Afrique. Ainsi, en 1913, le premier député noir élu au parlement français, Blaise N'Diaye a dit:

Les enfants ne doivent pas se battre au chevet de leur mère malade. Or, l'Afrique est malade, notre mère. Elle est malade de son retard de développement, malade de son inorganisation, malade de la division de ses enfants, malade de la lutte fratricide de ses enfants.

Blaise N'Diaye avait sonné le cor d'un combat que devaient mener les Africains pour s'affirmer. Or, avec la Communauté Financière d'Afrique (CFA) et des pactes militaires que la France a signé avec ses anciennes colonies, les querelles qui auront été déclenchées n'ont pas été soutenues pour trop longtemps par les Africains francophones. Donc, les premières tentatives de la France pour l'intégration politique, militaire et économique de l'Afrique restent une réussite qui retentit jusqu'aujourd'hui. Même la guerre froide et ses divisions politique et économique n'ont pas réussi à désintégrer l'Afrique scellée et unifiée par le biais de la langue française.

Les activités post-indépendances visant l'intégration d'Afrique et la guerre froide

Sur le sillage de Blaise N'Diaye, d'autres Africains formés à l'Ecole William Ponty, dont l'objectif principal visait la formation des élites africains pour l'intégration politique de l'Afrique, ont réussi à être élus au parlement français. Quoiqu'ils furent mûs par des visions politiques différentes, ils ont réussi à présenter seulement deux blocs politiques

non-belligérants. Il s'agissait du RDA (Le Rassemblement Démocratique Africain) et du SFIO (la Section (socialiste) Française Internationale des Ouvriers). Notons que les partis politiques de l'Afrique francophone devaient leurs origines à ces deux partis. Les comportements politiques de ces jeunes partis politiques ont été modérés par la France soutenue par sa langue que Constant Roy qualifie d'«une langue bienfaisante. Cette orientation de la France se révélait lors des réunions de l'Organisation Commune d'Afrique et Malgache (l'OCAM) qui, avec l'admission de l'île Maurice, est devenue l'OCAMM. Bien que l'Union Soviétique et les pays membres d'Otan (Organisation de traité d'Atlantique du nord) firent pression aux membres de l'OCAMM pour les diviser politiquement, la France qui était membre de l'Otan les encourageait à disposer d'eux-mêmes. Le Sénégal et le Mali, voués au socialisme, sont restés membres de la famille française sans pour autant porter atteinte à la solidarité d'intégration de l'Afrique comme escompté par la France et la perspective de la Francophonie telle qu'elle a été préconisée par Senghor, Bourguiba et Diiori.

Léopold Sédar Senghor, Habib Bourguiba et Hamani Diiori ont réorienté la pensée initiale d'Onésime Reclus, un géographe, qui s'intéressait à l'aire géographique de la langue française. Cela a été en 1880. Pour un but d'intégration, ils ont proposé à aller au-delà de l'Afrique et ajouter tout pays désirant faire partager la langue et la civilisation française ; l'Afrique et sa Diaspora en particulier. C'est ainsi que Boutros Boutros-Ghali d'Egypte, a pu devenir le premier secrétaire général de l'OIF. Pour Boutros-Ghali, le combat de la Francophonie était évident avec la manière dont il a été remercié de son poste de secrétaire général des Nations Unies. Le monde anglophone voulait s'en passer de lui compte tenu de son intransigeance contre leur intérêt. Les effets d'intervention des USA et Grande Bretagne en Iraq en faisait preuve. On l'a vu aussi à l'encontre de l'ancien directeur Sénégalais de l'UNESCO Mouktar Mbaw ; à l'instar, USA et grand Bretagne s'étaient retirés de l'UNESCO pour en revenir après le départ de Mbaw. Or, la France et ses sphères d'influence linguistique ont évité l'imposture.

Ainsi, la France avec sa langue n'a pas cherché à forcer sa politique sur l'Afrique, mais elle a ouvert la voie aux avantages économiques

aux Africains avec la formation de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT). L'ACCT a certes apporté des aides économiques et techniques à des pays francophones d'Afrique, sensibles aux bénéfices de l'intégration. Même à l'Indépendance, les pays africains francophones agissaient toujours en famille unie. Houphouët-Boigny l'avait dit que si la Côte d'Ivoire s'était permise d'adopter la fraternité comme son hymne nationale, elle n'était pas une invention. Pour l'ancien président ivoirien, tout Africain en Côte d'Ivoire devait voir l'Afrique comme une famille unie qui pouvait réussir en fonction d'une intégration fondée sur les principes de la famille élargie des Africains. Reconnaisant l'impossibilité d'un avancement économique en Afrique sans un mode quelconque d'intégration, Roy, J.-L (1989:48), réfléchissant sur les sommets francophones de Paris, de Québec et de Dakar,. (1989 :48) avait ceci à dire :

En Afrique, l'énergie commerciale n'est consommée que par une très faible minorité, le combustible habituel dans le milieu rural, mais aussi à la ville, demeure toujours le bois de feu. Cette très large utilisation contribue à la désertification, détruit le couvert végétal et provoque l'érosion des sols. L'ampleur de ces mouvements est considérable, ses conséquences ruineuses.

A partir de ces enjeux économiques, il y a eu plusieurs organes mis en place pour accélérer le développement intégrant de l'Afrique.

Alors, pour mieux mener ses actions et notamment assurer les activités de formation, d'information, de codéveloppement et de transfert technologique, les membres du Sommet Francophone ont créé des institutions dont les objectifs sont proches de ceux de l'ACCT. Parmi ces institutions d'intégration qui se trouvent en Europe et en Afrique francophone, notons les suivantes :

- **Le Conseil Européen des Langues** qui comprend l'Association Suisse travaille sur langues et cultures, et vise à présent un **Portofolio** Européen des langues. La Belgique en fait partie aussi. Au niveau de l'Afrique, il y aussi des centres qui collaborent avec ce conseil. Système Francophonie d'Edition et de Diffusion (SYFED) et REFER, la Francophonie Scientifique sur Internet.

Plusieurs centres de SYFED-REFER. Ces centres collaborent avec toute institution des langues visant la Francophonie. D'après ce Conseil, il y a lieu de proposer un Portfolio des langues en Afrique aussi. A propos de portfolio, il s'agit de compétence plurilingue pour qualifier une personne comme ayant assimilé des données importantes pour le but d'intégration et, ainsi, partout, dans une communauté qui veut s'intégrer, responsabiliser un grand nombre de personnes pour l'entreprise intégrante.

- **La Fédération Internationale des Professeurs de Français (FIPF)** qui a créé un réseau très actif pour des chercheurs en langue française. Par exemple, ce réseau collabore avec les enseignants de l'Océan Indien d'Afrique - Madagascar, île Maurice, etc. il y a aussi une filière RECLEA (Réseau des Centres de Français Langue Étrangère d'Afrique).
- L'AUPELF-UREF, désormais **Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)**, qui œuvre pour l'encouragement et la solidarité des cadres, chercheurs et enseignants qui utilisent le français dans leurs activités de travail et de recherche pour un meilleur devenir de l'humanité. Des pays tels que la Roumanie, le Cap Vert, le Viet Nam, la Hongrie, la Guinée Bissau dont la langue officielle n'est pas français ont des filières de cette agence, ce qui signifie qu'il s'agit d'une agence qui reconnaît la diversité culturelle. L'AUF collabore aussi avec les pays d'Afrique d'Océan Indien, AIRDOI (pour la recherche) et CODESOI (pour l'enseignement supérieur).

Il y a aussi :

- **Centre National de Recherche et de Développement Pédagogiques (CNRDP)** qui existe au Liban, au Comores, en Île Maurice, et dans d'autres pays francophones de l'Océan Indien ;
- **L'institut Francophone d'Administration et de Gestion (IFAG), La Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA),**

D'après les visées de la Francophonie et grâce aux bénédictions de l'épanouissement de français dans le monde, le français a été promu

comme une langue interraciale et intégrante qui arrive à mieux intégrer que l'anglais les pays et les peuples appartenant aux langues, races, passés coloniaux, culture et civilisation diversifiées. Voilà ce qui semble avoir encouragé certains Africains à proposer que l'Afrique pourrait mieux faire pour son unité, sa synergie et son intégration en adoptant la langue française comme une langue d'intégration que tout Africain doit apprendre. Le français a joué un grand rôle dans la formation des associations d'intégration économiques telles que l'Union Européenne, l'Union Economique et Monétaire de l'Ouest Afrique (UEMOA), la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) ainsi que Afrique caraïbe et pacifique (ACP) qui est une association qui protège l'intérêt commercial de l'Afrique. D'autres associations favorisant l'intégration de l'Afrique francophone dont la formation a été favorisée par la France sont : CEAO, UDEAC, UMOA, OMVS, etc. Notons aussi que la BCEAO et la BCEAC sont des banques qui intègrent les activités économiques d'Afrique francophone et elles sont bien organisées et protégées par les efforts d'AUF. Sous l'égide d'AUF les chercheurs dans les domaines économiques ont aidé à résoudre l'impasse de CFA face à l'arrivée de l'euro.

D'aucuns ont dit que l'arrivée d'euro allait briser l'élan d'intégration francophone. Par contre, l'arrivée de l'euro n'a pas arrêté « le vent d'intégration » en Afrique. Au contraire, elle a aidé à souligner l'importance que la France accorde à la langue française protégée et promue par réorganisation Internationale de la Francophonie (OIF). Comme disait Diagne, S. B (2005 :122), pour une meilleure intégration financière de l'Afrique, il vaut mieux faire participer les pays anglophones d'Afrique à la zone CFA sinon la possibilité d'une intégration s'avérera difficile. Il y a déjà la BCEAO et la BCEAC (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et Banque Centrale des Etats d'Afrique Centrale respectivement) qui jouent ce rôle d'intégration financière d'une manière efficace et ont pu faire adapter le CFA situation à l'arrivée de l'euro.

L'OHADA est une autre association qui démontre l'efficacité humaniste des francophones et la langue française. D'après Peters, O. (2008 :27), l'Organisation d'Harmonisation des Droits des Affaires (OHADA) initiée par les Francophones joue un grand rôle de

prévention de faillite aux pays francophones devant les malaises que crée souvent l'Organisation Mondiale du Commerce qui, depuis 1995, s'est chargée de la responsabilité de servir comme la police du système commercial du monde [(World Trade Organisation (WTO)] Nous voyons les bénéfices que procure une telle organisation dans les activités portuaires des pays voisins du Nigeria.

The OHADA concept is a good example of learning from the Francophone ... This year's conference is the 3rd in the series. One novel feature of this year's conference was the introduction of additional sessions aimed at the facilitation of improvement in Africa trade. « The session of Harmonisation of Africa's Business laws and Barriers to Trade in Africa ». OHADA is an acronym that is not well known to Nigerian lawyers but seems set to become more popular based on its significance to yet unachieved African Dream; the dream of a unified Africa.

En tout cas, il y a lieu de reconnaître que la France et la langue française sont plus attachées aux Africains que toute autre langue et pays d'ailleurs. D'après Tombeur, Jef (1994 :20), « Sans son empire, la France ne serait qu'un pays libéré. Grâce à son empire, la France est un pays vainqueur ». IL paraphrasait ainsi l'opinion du député de Guyane, Gaston Monnerville, qui a constaté que toute tentative d'ôter l'Afrique des acquis et réussite Français fera de la France un pays libéré en 1945 et pas un *pays* vainqueur. Mais, est-ce que la France de Nicolas Sarkozy peut continuer dans cette voie d'intégration que semble parcourir la Francophonie? Pourra-t-il soutenir la réalité de la langue française qui est reconnue comme une langue supranationale voire supracontinentale. Issue d'une France supracontinentale - l'Afrique Caraïbe, le Pacifique, l'Océan Indien, l'Amérique, l'Océanie, l'Asie, etc., le français est une langue capable de supporter le fardeau d'une mondialisation humaniste et non d'une mondialisation forcée. Devant une mondialisation où les hommes dialoguent mieux avec les machines et les chiffres, qu'avec les êtres humains, dans des conférences, la France et la langue française peuvent offrir au monde une nouvelle culture technologique et de paix pour éviter une liberté

aberrante, à la robotique démesurée qu'offre les puissances anglaises. C'est ce que Cuq *J.-P* (1991:115) affirme quand il dit:

De même qu'il a été pour certains un outil de libération politique, le français est aussi utilisé comme un moyen de sortir de la domination culturelle, car il se révèle apte à véhiculer, au moins partiellement, d'autres cultures.

Il semble paradoxal que les Etats Unis qui se proposent d'offrir accès à une intégration énorme aux peuples du monde des cultures différentes devaient sa réussite face au menace de royaume uni, au français, surtout les militaires français qui les ont aidés à se libérer de Royaume uni. Il a fallu des navires et des démarches français pour libérer les Américains des soldats « Red coat ». Comme on dit, devant toute confusion, la langue française a réussi à apporter un secours. Et, devant la mondialisation confuse qui semble être en train de ravager l'univers, il faut trouver une solution française, en humanisant avec la langue qui a servi, entre 1678 et 1919, à écrire les traités de paix à la fin des guerres mondiales les plus meurtrières.

Pour UNESCO, l'OIF ferait mieux de coordonner les efforts des experts en intégration et en culture, répugnante à la mondialisation inhumaine, pour offrir une symbiose de mondialisation qui reconnaît et intègre les expériences francophones.

On s'attend à ce que l'Organisation Internationale de la Francophonie continue dans ses efforts visant à intégrer davantage l'Afrique. Il y a lieu de noter que les pays d'Afrique francophone sont en état avancé, plus que les pays anglophones, au niveau d'intégration dans presque tous les domaines du développement.

Conclusion et Recommandations

Nous sommes dans l'ère d'intégration en Afrique et les effort d'intégration de la France et la langue française en Afrique se présentent comme model.

Le rôle joué par des institutions d'intégration telles que l'ACCT, AUPELF-UREF et l'AUF, dans cet état d'orientation est capital. Cela

nous montre que les activités intellectuelles seules, au niveau des institutions de recherche et des universités, pourront accélérer les programmes capables de réaliser un développement rapide, vérifiable et soutenu. Donc, pour encourager les efforts de planification et du développement, nous proposons l'établissement rapide et bien coordonné des réseaux de recherches axés sur l'intégration et le développement du continent. Pour que ce réseau apporte au continent les bénéfices escomptés pour son intégration, il est nécessaire de mettre tout en action pour que ces réseaux de recherches soient dans les quatre axes géographiques de l'Afrique (l'Afrique australe, l'Afrique occidentale, l'Afrique maghrébine et l'Afrique orientales), en demandant à chaque centre de se spécialiser dans un aspect clé des programmes de développement et d'intégration d'Afrique. Pour que les 53 (ou 54 avec Sud-Soudan) pays africains puissent bénéficier pleinement des bénédictions venant d'un tel arrangement, le français et l'anglais seront les deux langues qui serviront comme langues de communication et des recherches.

Avec une telle intégration bilingue, les Francophones et les Anglophones arriveront à identifier les points de convergences qui serviront d'une base solide pour une meilleure intégration d'Afrique. Récemment, au niveau de l'Europe, ils parlent de Portfolio des langues. Il s'agit d'établir des éléments culturels et métalinguistiques qu'un individu intéressé peut acquérir en plusieurs langues d'Europe sans forcer pourtant le plurilinguisme. Autant que ce processus n'oblige pas un individu d'être forcément plurilingue, cela participe à une formule française qui laisse le choix à un individu à se laisser assimiler ou opter à s'exclure. C'est aussi un moyen d'encourager la participation d'un individu au projet d'intégration européenne. Il faut le répliquer en Afrique.

Notons finalement le conseil de King, M. L (1963 :35) à savoir : pour réaliser une vraie intégration des voisins, il faut encourager ceux qui se sentent inconsciemment obligés à mener des activités intégratives qui n'exigent pas nécessairement le respect d'un projet de loi. Pour lui, « nous ne pouvons pas réussir une vie possible et soutenue si nous vivons spirituellement séparés dans un monde tissé géographiquement ensemble.

Bibliographie

- Agir et Construire Ensemble par la Francophonie*, Paris, OIF, (1998).
- AJIBOYE, T. (ed) (2005), *Nigeria and the Foreign Language Question*, Ibadan: Caltop.
- ARIOLE, Victor (2004) *Francophone Africa: Pre & Post Independence A Survey*, Lagos, Ecophile.
- ARIOLE, Victor (2010) « La Planification Linguistique dans un Milieu Multilingue » Ajiboye, T. *Linguistique et Applications Pédagogiques*. Ibadan, Clean State Publishers. Pp. 11-21.
- Assises de l'enseignement du français et en français* (1998), Montréal, AUF.
- CUQ, J.-P (1991), *Le français langue seconde*, Paris : Hachette, FLE.
- DENZAR, L. & GUYER, J. I. (2005), *Vision and Policy in Nigerian Economics : The Legacy of Pius Okigbo*, Ibadan, Ibadan University Press.
- DIAGNE, S. B (2005), « West African integration and the European Union : The Future of the CFA FRANC » in Jane I. Guyer and LaRay Denzer (eds), Op. cit.
- FRANCOPHONE Scientifique*, (1996)
- GREENLAW, R. W (1975), *The Social Origins of the French Revolution*, Massachusetts: D. C. Heath and Company.
- KING, M. L (1963), *The Strength of Love*, Glasgow, Collins.
- OKAFOR, R. N. (ed) (1990), *Journal of the Association of Francophone Studies*, Onitsha : JOFRAS.
- ROY, J. L (1989), *La Francophonie: L'Emergence d'une alliance*, Montreal: Hurtubise HMHLtée.
- SIRIEX, P. H. (1986), *Houphouët Boigny ou la sagesse africaine*, Paris, Nathan.
- SCHNEIDER, G. et Gunther P. L; (2001) *Introduction à la banque de descripteurs pour l'auto-évaluation créée pour le Portfolio européen des langues*, CEE.

Sustainment of Democratisation and Good Governance in Africa
(1993), Nairobi, African Leadership Forum.

TOMBEUR, J. (1994), « Ces Africains qui ont libéré la France », *Afrique Magazine*, N° 115, Paris.